

## **Résumé de l'ouvrage : « Le processus de transition économique dans le cadre de la mondialisation »**

**Prof. CHAIB Baghdad**

La chute des régimes centralisés et dirigés, vers le fin des années 1980, s'est concrétisée par la nécessité de procéder à des changements et des modifications des systèmes économiques, financiers et commerciaux selon le nouveau schéma préconisé et élaboré selon les doctrines de l'économie classique et libérale, dans un souci de mieux réussir la transition économique et éviter les conséquences fâcheuses et indésirables.

Ainsi, un grand nombre de pays implantés dans différents continents (Afrique, Europe, Amérique Latine et Asie), ayant vécu le système planifié et socialiste, ont entamé des réformes profondes, élargies et radicales, pour lancer le processus de transition, qui soit le moins couteux possible, particulièrement pour les populations locales, plus habituées à des interventions de l'appareil étatique pour faciliter, au mieux, leurs conditions de vie et leur permettre de faire face aux affres des marchés de consommation, tout cela par le biais d'une politique courageuse de l'Etat au prix d'un sacrifice financier et un alourdissement de l'ardoise financière, que ce soit pour le trésor public où les autres institutions financières.

Les pays du Maghreb, à savoir l'Algérie, le Maroc et la Tunisie, ont aussi procédé à une phase de transition économique pour se conformer aux nouvelles exigences de l'économie de marché, plus particulièrement pour le premier pays cité, mais avec des objectifs assignés et tracés qui devaient répondre, en premier lieu, à leurs attentes en termes de croissance économique, en termes de création d'emplois et en termes de probabilité d'insertion à l'économie internationale.

### **2) QUELQUES LECTURES SUR LA TRANSITION ECONOMIQUE**

la compréhension du phénomène de la transition est intimement liée à l'histoire du développement des régimes centralisés, et plus notablement, cette question de comprendre comment un régime qui place la question sociale parmi ses plus importantes et fondamentales priorités (logement, transport, santé, éducation, et autres) se trouve confronté et obligé à un changement de politique, changement requis et presque arraché par la société elle-même, sans ingérence ni intervention étrangère, du moins pas directe, comme cela pourrait faire l'objet des critiques et des réserves des dirigeants socialistes.

Ceci dit, le processus de la transition économique transite, impérativement, par la mise en place d'un certain nombre de règles :

1. Mise en place de nouveaux cadres juridiques et réglementaires pour les entreprises privées (nationales ou étrangères).
2. Œuvrer dans le sens de mieux stimuler les marchés de concurrence.
3. Accélérer le processus de la privatisation afin de mieux soulager le fardeau

- financier de l'Etat et le trésor public.
4. Mettre en application les démarches et procédures de libéralisation des prix et du commerce extérieur.
  5. Œuvrer pour les programmes de stabilisation macro-économique (à l'instar de la réduction des déficits publics, du taux de la dette extérieure et publique, du taux de l'inflation, du chômage, et autres).
  6. Redéfinir et replacer le rôle de l'Etat dans cette phase de transition, avec désignation des tâches réelles qui lui incombent et les responsabilités engagées durant ce processus.
  7. Mise en œuvre et application des politiques économiques en parfaite conformité avec les mécanismes de l'économie libérale, tout en insistant sur les politiques les plus prioritaires et fondamentales pour les premières étapes de la transition.
  8. Réhabilitation des agents économiques longtemps, mis à l'écart de toutes décisions économiques, y compris celles qui les concernent directement, à l'instar des consommateurs et leur fonction d'utilité, les producteurs et la fonction de production et de maximisation des profits, les investisseurs et leur taux de rendement, et d'autres.
  9. Rendre plus lisibles les projets de développement économique du pays, avec insistance d'une plus grande participation de la population, dans un souci d'une plus grande transparence et d'esprit d'ouverture aux différentes catégories de la population.

### **3) Les difficultés de la transition économique**

Toute transition engendre, forcément, des changements et des transformations des anciennes pratiques et méthodes de gestion et de travail au sein des systèmes économiques, ce qui signifie que cela crée une sorte de panique et de crainte que le nouveau peut ébranler les habitudes des anciens, en termes de contrôle et suivi des opérations entamées, mais pire encore, aboutir sur des difficultés et entraves à plusieurs dimensions et sur toutes les formes, ce qui paraît somme logique étant donné que la transition économique sonne parfois comme une petite révolution qui est censée changer le cours de l'histoire et remettre en place de nouveaux outils de travail et de comportement.

Il nous semble que la difficulté essentielle dans le cadre de la transition réside dans l'acceptation même de l'idée de transformer une économie vers une autre plus autonome et libérale par les acteurs de la scène nationale, et non seulement l'Etat, car pour beaucoup de gens une transition économique n'est qu'une affaire qui correspond aux prérogatives de l'appareil étatique, du moment que **personne ne fut sollicité ou questionné sur la mise en place du système centralisé**, mettant l'accent que toute transformation se conjugue à travers un consensus global et généralisant de toutes les couches et catégories de la société.

L'autre difficulté qui surgit dans le processus de transition et transformation économique est inscrite dans le cadre de l'épineuse question de la privatisation des entreprises publiques, devenue fondamentale si on veut entamer une démarche dans le sens de changement radical de l'économie et l'instauration d'autres mécanismes plus inspirées du système économique libéral et capitaliste.

Selon l'analyse de S.FISCHER et R.SAHAY (Fischer et Sahay, 2000), d'autres difficultés ont

rendu le processus de transition économique plus difficile et semé d'embûches et d'entraves, sous plusieurs formes, à l'instar de :

a) Les difficultés au niveau de la politique budgétaire de certains pays, notamment la manière de répartir les recettes selon le ciblage des dépenses, pour une accélération de la performance et rentabiliser les investissements publics engagés et entamés.

b) La politique financière adoptée qui s'est avérée, par la suite, inadaptée et inappropriée selon le contexte économique vécu, et qui s'est élargie à d'autres politiques, les rendant, ainsi, moins efficaces et pertinents.

c) Une politique des salaires qui a confondu entre les salaires et la productivité, comme cela est connu de toutes les approches économiques, et les salaires et le social, réalisant, par-là, une grande disparité et un écart dans la distribution des revenus entre ceux qui le méritent réellement, par le biais de leur productivité et rendement, et d'autres qui l'obtiennent grâce aux engagements politiques et une distinction affichée dans le clan syndical, très loin des fondements de la répartition des revenus et des salaires sur la base des compétences, le brio et les résultats obtenus au niveau des entreprises et de l'administration. Cette manière de gérer et d'appliquer une telle politique a créé des entraves sérieuses dans le cas de la transition, surtout le cas de la privatisation et les restructurations des entreprises selon des concepts de l'économie libérale.

d) Une politique fiscale adaptée selon les principes d'une économie planifiée et qui s'est contentée de dicter des orientations fiscales qui ne correspondaient guère aux objectifs des agents économiques, en premier lieu, les entreprises, qui ont souffert d'un régime fiscal loin de répondre à leurs souhaits, en termes d'efficacité et d'efficience économique et financière. Cette politique s'est, notamment, distinguée par un comportement qui ne tenait, en fin de compte, que les objectifs des plans et des programmes gouvernementaux, à travers une panoplie et série de mesures fiscales (taxes, impôts, redevances, exonérations fiscales, le différé d'encaissement et d'autres), ce qui a perturbé, très sérieusement, les programmes et activités des agents économiques, que ce soit producteurs, exportateurs, importateurs, et même consommateurs, dans la mesure où le système fiscal est très présent dans les décisions de ces agents, comme cela est, extraordinairement, formulé et expliqué par les spécialistes de la question, à l'exemple de TANZI.

e) Considérée comme la principale politique de stabilisation économique, la politique des prix fut une terrible désillusion pour les décideurs économiques lors de la formulation des démarches à suivre pour la transition économique, dès lors que les prix sont considérés par les différentes écoles comme les véritables signaux de décision pour les agents économiques pour décider de leur comportement et leurs actes, et cela par le biais d'une politique de soutien et subvention qui a abouti à des situations confuses pour les agents économiques et surtout pour l'Etat. En effet, il devenait impensable de supporter, à long terme, qu'un Etat puisse respecter ses engagements de soutenir la différence des prix, entre des véritables prix internationaux et des prix « fictifs » que les Etats socialistes affichaient afin de maintenir « la paix sociale », feignant de savoir que chaque Etat est aussi un agent qui essaye de bien répartir ses recettes et bien dépenser en temps voulu.

f) D'autres politiques ont constitué de véritables challenges pour la réussite de la transition comme le cas de la politique des taux de change, des taux d'intérêt, la politique monétaire, la politique du commerce extérieur et bien d'autres, confirmant, ainsi, que la tâche ne fut pas aisée pour ces pays et que les problèmes rencontrés furent d'ordre économique que d'autres.

Le problème majeur de la transition résidait (et semble résider toujours pour certains pays à l'image de l'Algérie), en fait, dans le choix des mécanismes pour atténuer les conflits qui ont surgi entre les intérêts des acteurs économiques et ceux de l'Etat, dans un désordre macro-économique qui s'est développé ensuite à un chaos micro-économique, particulièrement, pour les entreprises du secteur public, ainsi que les faillites à répétition des politiques mises en place, sans occulter les échecs de certains plans de développement et les projets économiques adoptés par les décideurs économiques dans un contexte qui ne correspondait pas aux caractéristiques de ces projets et programmes, et que le pouvoir a pensé réussir pour le grand bien de la nation et la population, objectif qui s'est avéré inefficace et incapable de résister aux chocs externes et les crises économiques, à l'image des difficultés et contraintes qu'ont rencontré les entreprises dans la conquête de certains parts au niveau des marchés internationaux, et quelques couacs dans la mise en place de certaines politiques cruciales, dans un processus de transition, à l'image de la politique sociale, qui s'est avérée plus délicate et compliquée que l'on pensait, du moment que la prise en charge des retombées des réformes économiques s'est effectuée laborieusement et chaotiquement, créant, de ce fait, quelques manifestations et sentiments de rejet de la part de la population, regrettant, même parfois, l'ancien régime centralisé et planifié, et mettant, en doute, les décideurs économiques sur la manière de procéder, sans trop de dégâts et charges sur une grande partie de la population.

#### **4) Quel bilan de la transition économique ?**

certaines économies ont progressé durant cette opération de transition économique, à l'exemple de l'Estonie, la Pologne, la Lituanie, et que d'autres n'ont pas réalisé des progrès significatifs, à l'instar du Turkménistan, l'Ukraine, confirmant, par-là, le succès des pays du PECO dans ce processus et aussi le fait que la transition économique mal engagée ne peut contribuer dans des résultats macro-économiques ou même micro-économiques qui peuvent satisfaire tout le monde.

Dans ce sens, V.TANZI (Tanzi, 1999) juge que la place de l'Etat dans ce processus de transition est prépondérante et fondamentale, et que la mise en application de ce processus n'est pas une mince affaire pour ces pays, citant que « la transition à l'économie de marché n'est pas achevée tant que des institutions budgétaires opérantes et des programmes de dépenses raisonnables ne sont pas en place, y compris des filets de sécurité de base pour les chômeurs, les malades et les personnes âgées ».

L'auteur insiste, de ce fait, sur le fait que l'Etat doit intervenir d'une manière conciliable entre les différents intérêts en jeu, et doit utiliser ses instruments (budget, trésor public, recettes, dépenses, entreprises étatiques et autres) d'une façon de ne pas perturber le processus et de mettre en confiance les acteurs et agents économiques impliqués, car pour lui, l'essentiel étant d'arriver à concilier entre les objectifs sociaux et économiques de l'Etat et ses structures et

administrations publiques, et d'un autre, de répondre favorablement aux nombreuses sollicitations du secteur privé, par le biais et truchement des méthodes disponibles, à l'exemple des exonérations fiscales, des arrangements et facilités accordées, des stimulations économiques et financières, et d'autres.

Il demeure fondamental de bien préciser que les effets de la transition économique s'inscrivaient dans une logique attendue et fortement prévisible, de l'aveu même des responsables politiques, étant donné le retard accumulé durant de longues périodes et aussi des dysfonctionnements relevés au niveau de la sphère économique nationale, acceptant, ainsi, l'idée que toute solution de réparer les erreurs de gestion et la correction des lacunes et carences des modes économiques adoptées nécessite, évidemment, des sacrifices et des coûts supplémentaires qu'il faut supporter pour un certain moment, mais **à condition que le temps accordé aux réparations et corrections ne doit pas laisser place à des pratiques de l'ancien régime, et aussi qu'il faut bien négocier ce temps pour l'instauration rapide et accélérée des mécanismes de l'économie libérale.**

On peut, ainsi, résumer cette transition selon les évolutions suivantes :

- A) **Cette transition fut jugée difficile à traduire sur le terrain, plus particulièrement à son début.**
- B) **Cette transition fut considérée comme un choc politique et économique, du fait de l'inexpérience dans la transition démocratique.**
- C) **Cette transition fut, aussi, considérée comme un véritable séisme et choc économique, du fait de la longévité de l'économie collectiviste et planifiée, et aucune tentative et réflexion sur une ouverture, au moins partielle, sur quelques modèles du type libéral et marchand.**
- D) **Cette transition fut engagée dans un esprit de démocratisation économique et dans l'espoir de maintenir une place dans le concert des pays développés et les plus représentatifs, en dépit de la séparation avec les autres membres et l'éclatement du marché Comecon et le régime socialiste et communiste.**

## **5) LE CRYPTAGE TRANSITION/MONDIALISATION**

On a bien compris et saisi le fait **qu'on engage un processus de transition économique dans le seul but de se conformer aux mécanismes des économies libérales et de s'intégrer dans le giron de la mondialisation, étant donné que cette globalisation ou mondialisation est dominée, sur tous les plans, par des régimes qui instaurent des concepts de concurrence, libéralisme, compétitivité et autres.**

Mondialisation oblige, les pays transitaires se sont retrouvés embarqués dans des mesures et des pratiques dans le sens de transformation des gouvernances publiques, ce qui les oblige, selon l'auteur, « à abdiquer une partie de leur pouvoir économique central au profit du secteur privé et des mécanismes du marché », et permettre l'intrusion des firmes multinationales et transnationales pour exercer leurs activités, parfois en grande liberté et priorité devant des entreprises nationales, conformément aux dispositions et règlements induits par les organismes internationaux et validés par les pouvoirs publics en place.

Cela nous permet, de confirmer et réaffirmer, que la transition économique n'est que le début de l'instauration d'un mode bâti sur un modèle libéral et capitaliste, mais elle ne signifie rien que c'est la fin des problèmes vécus ou la garantie d'une place au niveau de l'intégration économique internationale, car la réalité du contexte international et les pessimismes de certains économistes et responsables d'institutions internationales tentent de tempérer les ardeurs de victoire des pays transitaires et de les remettre devant des réalités amères, inattendues et extrêmement indésirables.

La transition économique a permis, de l'avis des économistes, la formation d'un véritable marché économique mondial, du fait que les nombreuses barrières et entraves commerciales, financières et économiques ont disparu et ne constituent plus les arguments sur lesquels les économies occidentales ont justifié les déséquilibres des marchés et les dysfonctionnements des économies planifiées et centralisées, preuve en est que certaines économies se sont, agréablement, comportées après leur passage au mécanisme de l'économie de marché, se permettant même le luxe de dépasser d'autres économies les plus huppées et considérées sur la scène internationale (le cas des pays du PECO et la Chine).

Il y a actuellement partout dans le monde une interaction croissante entre les divers systèmes économiques nationaux à travers l'augmentation du commerce international et des divers flux d'investissement et de capitaux. Beaucoup perçoivent cette interaction comme la manifestation d'un mouvement vers la création d'un système économique mondial. De plus l'incroyable développement des communications modernes et des technologies de l'information permettent de partager simultanément savoir et culture où que l'on soit dans le monde. La mondialisation est un phénomène économique, politique et socioculturel qui a un impact croissant sur la façon dont les entreprises fonctionnent que ce soit au niveau local ou global. Cette page fournit un guide des meilleurs sites dans le domaine de la mondialisation et de ses impacts.

Le débat sur la mondialisation et la transition deviendrait un faux débat si l'on essaye d'établir une comparaison ou des similitudes, à part le fait d'un processus, car toute l'attention est braquée, en ce moment, sur les feux d'actualités de ce qui se passe sur le front économique, financier et commercial, avec les déboires des grandes entreprises, et les mésaventures des grandes puissances économiques, et l'émergence des pays émergents (les BRIC) et à leur tête, l'économie Chinoise qui a pu, au moins, traduire et transposer, sur le terrain, ce débat entre transition et mondialisation et qui a pu, manifestement, prouver que la transition n'est pas faite, uniquement, pour les pays de seconde zone ou ceux qui sont infestés par le virus communiste, mais plus comme une alternative qui a été exploitée d'une manière à faire rougir les plus aguerris et les plus puissants.